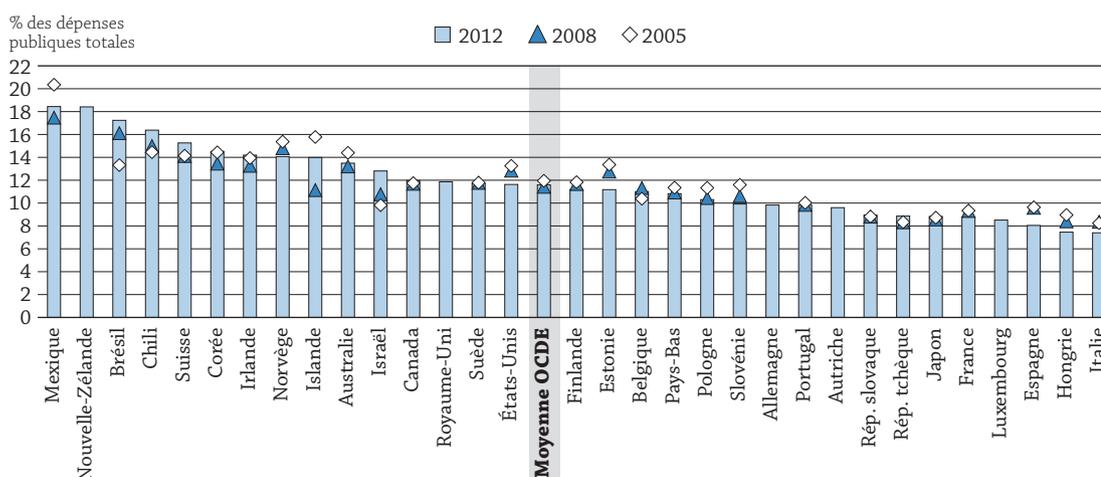


QUEL EST LE MONTANT TOTAL DES DÉPENSES PUBLIQUES D'ÉDUCATION ?

- Les pays de l'OCDE consacrent, en moyenne, 11.6 % de leurs dépenses publiques totales à l'éducation (de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire). Ce pourcentage varie toutefois sensiblement selon les pays : il va de 8 % ou moins en Hongrie, en Espagne et en Italie, à plus de 18 % au Mexique et en Nouvelle-Zélande.
- La part des dépenses publiques d'éducation (de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire) a diminué entre 2005 et 2012 dans près des deux tiers des pays dont les données des deux années de référence sont disponibles. Cette part est restée stable dans la plupart des autres pays, à l'exception notamment du Brésil et d'Israël, où elle a progressé de 3 points de pourcentage, voire davantage.
- Au cours de la période plus courte allant de 2008 à 2012, au plus fort de la crise économique, le pourcentage des dépenses publiques totales consacré à l'éducation (de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire) a diminué de 2 %, car les dépenses publiques au titre de ces niveaux d'enseignement ont augmenté à un rythme moins soutenu (ou diminué à un rythme plus soutenu) que les dépenses publiques au titre de tous les autres services dans 16 des 26 pays de l'OCDE dont les données sont disponibles.

Graphique B4.1. Dépenses publiques totales d'éducation, du primaire au tertiaire, en pourcentage des dépenses publiques totales (2005, 2008, 2012)



Les pays sont classés par ordre décroissant des dépenses publiques totales d'éducation, du primaire au tertiaire, en pourcentage des dépenses publiques totales en 2012.

Source : OCDE. Tableau B4.2. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933284022>

■ Contexte

Les décisions des pays concernant la répartition des fonds publics entre les différents domaines de l'action publique, dont l'éducation, les services de santé, la sécurité sociale et la défense, dépendent non seulement de leurs priorités, mais également de la question de savoir si les marchés peuvent fournir ces services de manière adéquate à eux seuls, en particulier dans l'enseignement tertiaire. Les marchés risquent de ne pas y parvenir si les bénéfices publics d'un service sont supérieurs à ses bénéfices privés. Le financement public peut donc améliorer l'accès à l'enseignement tertiaire.

Toutefois, la crise économique a mis les finances publiques sous pression, à tel point que le budget de l'éducation pourrait être revu à la baisse, ce qui pourrait avoir un impact sur l'accessibilité ou le rendement et la qualité de l'éducation. Parallèlement, la demande d'éducation et de formation pourrait augmenter de la part des sans-emploi, ce qui nécessiterait un accroissement du budget de l'éducation. Toutefois, l'augmentation du budget de l'éducation ne va pas nécessairement de pair avec l'amélioration du rendement ou de la qualité de l'éducation. De plus, les niveaux de dépense sont sous l'influence de nombreux facteurs différents (voir l'indicateur B7) dont il y a lieu de tenir compte lors de la comparaison des chiffres entre les pays.

Cet indicateur donne la mesure des dépenses publiques d'éducation, par rapport aux dépenses publiques totales des pays, ainsi que par rapport à leur produit intérieur brut, avec dans l'idée de montrer la taille relative des budgets publics. De plus, il fournit des données sur les différentes sources (locales, régionales et centrales) des fonds publics investis dans l'éducation, et sur les transferts de fonds entre ces niveaux de l'exécutif.

■ Autres faits marquants

- En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les dépenses publiques d'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales, toutes catégories de services confondues, ont diminué entre 2005 et 2012. En revanche, elles ont légèrement augmenté en pourcentage du PIB durant cette période.
- La plupart des pays membres ou partenaires de l'OCDE (33 sur les 38 pays dont les données sont disponibles) dépensent plus du double au titre de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire qu'au titre de l'enseignement tertiaire.
- Seule la Nouvelle Zélande dispose d'un système public de financement totalement centralisé dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire.

■ Tendances

Entre 2000 et 2012, la part des dépenses d'éducation (de l'enseignement primaire au tertiaire) dans les dépenses publiques totales a diminué légèrement dans la moitié des pays dont les données sont disponibles (13 pays sur 25). Cette diminution a été particulièrement forte (égale ou supérieure à 1 point de pourcentage) dans huit pays et a dépassé 2 points de pourcentage en Estonie et au Mexique. Toutefois, cette part a augmenté de façon significative (dans une mesure égale ou supérieure à 2 points de pourcentage) dans certains pays, notamment au Brésil, au Chili, en Israël et en République slovaque (voir le tableau B4.2).

L'analyse de l'évolution des dépenses publiques d'éducation en pourcentage du PIB ne révèle aucune tendance nette entre 2000 et 2012. Entre 2000 et 2012, les dépenses publiques d'éducation ont régressé en pourcentage des dépenses publiques totales dans la moitié des pays, et en pourcentage du PIB dans environ un tiers des pays (8 pays sur 27). En moyenne, dans les pays de l'OCDE dont les données des deux années de référence sont disponibles, les dépenses publiques d'éducation ont augmenté en pourcentage du PIB.

Entre 2008 et 2012, les dépenses publiques d'éducation et les dépenses publiques totales, tous services confondus, ont augmenté dans deux tiers des pays (soit 18 des 27 pays dont les données sont disponibles). Dans 17 des 27 pays à l'étude, les dépenses publiques totales ont toutefois augmenté à un rythme plus soutenu (ou régressé à un rythme moins soutenu) que les dépenses publiques d'éducation (voir le tableau B4.2).

Analyse

Investissement public global dans l'éducation

En 2012, les pays de l'OCDE ont consacré, en moyenne, 11.6 % de leurs dépenses publiques totales à l'éducation, pour les niveaux d'enseignement allant du primaire au tertiaire. Ce pourcentage va de 8.0 % ou moins en Espagne (8.0 %), en Hongrie (7.5 %) et en Italie (7.4 %), à 18 %, voire davantage, au Mexique (18.4 %) et en Nouvelle-Zélande (18.4 %) (voir le graphique B4.1 et le tableau B4.1).

Dans la plupart des pays, et en moyenne dans les pays de l'OCDE, plus de deux tiers des dépenses publiques totales d'éducation – de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire –, en pourcentage des dépenses publiques totales, sont consacrés à l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire. Cela s'explique essentiellement par la scolarisation quasi universelle à ces niveaux d'enseignement (voir l'indicateur C1) et par la structure démographique de la population.

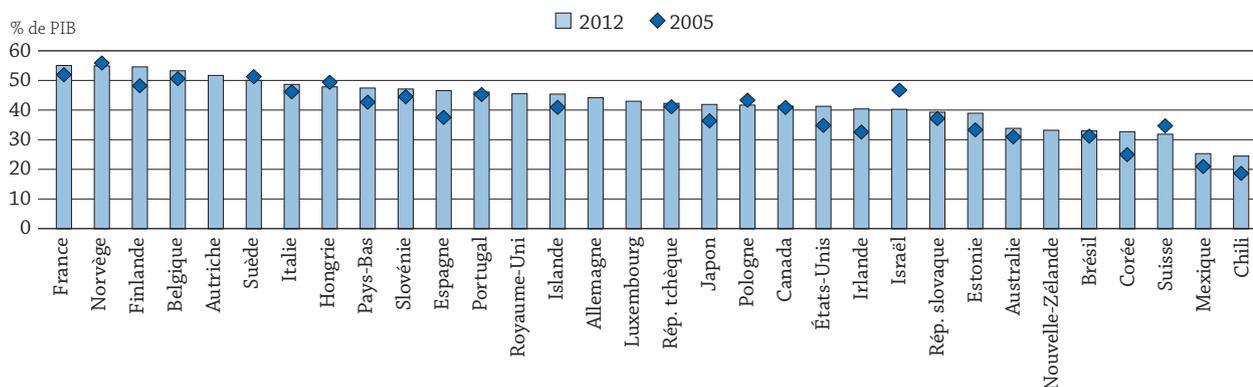
Dans les pays de l'OCDE, les dépenses publiques au titre de l'enseignement tertiaire représentent, en moyenne, 25.9 % des dépenses publiques d'éducation (de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire). Ce pourcentage va de 18 % environ, voire moins, au Brésil (18.2 %), en Corée (18.2 %), en Israël (18.1 %), au Luxembourg (12.0 %) et au Portugal (18.3 %), à 30 %, voire davantage, en Allemagne (30.5 %), au Canada (34.6 %), aux États-Unis (30.5 %), en Finlande (33.6 %), en Norvège (32.5 %), aux Pays-Bas (30.9 %) et en Suède (33.0 %), et dépasse 35 % en Autriche (36.7 %) (voir le tableau B4.1).

La part de l'éducation dans les dépenses publiques totales doit aussi être étudiée à la lumière de la taille relative des budgets publics. Le tableau qui se dégage n'est en effet pas le même selon que les dépenses publiques d'éducation sont analysées en pourcentage du PIB ou en pourcentage des dépenses publiques totales. En 2012, la part des dépenses publiques d'éducation (de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire) en pourcentage du PIB était inférieure ou égale à 3.5 % en Fédération de Russie (3.4 %), en Indonésie (3.3 %) et en République slovaque (3.5 %). À l'autre extrême, seule la Norvège (7.7 %) a consacré plus de 7 % de son PIB à ces niveaux d'enseignement – un pourcentage nettement supérieur à la moyenne de l'OCDE (4.8 %) (voir le tableau B4.1).

Contre toute attente, les cinq pays où les dépenses publiques d'éducation (de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire) sont les plus élevées en pourcentage des dépenses publiques totales selon les chiffres de 2012 – à savoir le Brésil, le Chili, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Suisse (voir le graphique B4.1) – sont ceux où les dépenses publiques totales, toutes catégories de services confondues, sont les moins élevées en pourcentage du PIB (voir le graphique B4.2). Échappe à ce constat la Norvège, où les deux proportions sont élevées.

L'analyse des dépenses publiques totales toutes catégories de services confondues (non seulement l'éducation, mais aussi la santé, la sécurité sociale, l'environnement, etc.) en pourcentage du PIB révèle une forte variation entre les pays. En 2012, les dépenses publiques totales, tous services confondus, représentaient plus de 50 % du PIB dans près d'un cinquième des pays dont les données sont disponibles. C'est notamment le cas de la France (55.1 %), où ces dépenses représentaient plus de 55 % du PIB. À l'autre extrême, elles ne représentaient qu'environ 25 % du PIB, voire moins, au Chili et au Mexique (24.5 % et 25.3 % du PIB, respectivement) (voir le graphique B4.2 et l'annexe 2).

Graphique B4.2. Dépenses publiques totales en pourcentage du PIB (2005, 2012)



Remarque : ce graphique présente les dépenses publiques tous services confondus et pas uniquement les dépenses publiques d'éducation. Les pays sont classés par ordre décroissant des dépenses publiques totales en pourcentage du PIB en 2012.

Source : OCDE. Annexe 2. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933284034>

Évolution des dépenses publiques d'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales entre 2000 et 2012

Une augmentation entre 2000 et 2005...

Entre 2000 et 2005, soit durant cinq ans, les dépenses publiques d'éducation (de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire) ont progressé en pourcentage des dépenses publiques totales dans deux tiers des pays (17 des 28 pays dont les données des deux années de référence sont disponibles), et ont augmenté de 0.2 point de pourcentage, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. Dans les autres pays, les plus fortes diminutions en la matière (dans une mesure égale ou supérieure à 1 point de pourcentage) ont été observées en France et au Portugal.

Entre 2000 et 2005, les dépenses publiques d'éducation (de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire) ont également progressé en pourcentage du PIB, dans une mesure égale à 0.2 point de pourcentage, en moyenne, dans les pays de l'OCDE dont les données des deux années de référence sont disponibles. Dans deux tiers des pays (18 pays sur 28), les dépenses publiques d'éducation ont davantage augmenté en pourcentage du PIB qu'en pourcentage des dépenses publiques totales, signe que le PIB a augmenté à un rythme moins soutenu que les dépenses publiques totales (voir le tableau B4.2).

... suivie d'une baisse après 2005 coïncidant avec le début de la crise financière en 2008

Les tendances ont sensiblement évolué entre 2005 et 2012 en matière de dépenses. Durant ces sept ans, les dépenses publiques d'éducation ont régressé en pourcentage des dépenses publiques totales dans près de deux tiers des pays (16 des 27 pays dont les données sont disponibles), et ce dans une mesure égale à 0.5 point de pourcentage, en moyenne, dans les pays de l'OCDE dont les données des deux années de référence sont disponibles.

Cette régression a été la plus marquée en Estonie (-2.2 points de pourcentage), en Islande (-1.8) et au Mexique (-1.9), et particulièrement forte (-1 point de pourcentage, voire davantage) en Espagne, aux États-Unis, en Hongrie, en Norvège, en Pologne et en Slovaquie. Toutefois, dans un tiers des pays, les dépenses publiques d'éducation ont progressé en pourcentage des dépenses publiques totales entre 2005 et 2012. Les progressions les plus fortes (1 point de pourcentage, voire davantage) ont été observées au Brésil (3.9 points de pourcentage), au Chili (1.9), en Israël (3.0) et en Suisse (1.1).

La comparaison des chiffres de 2005 avec ceux de 2012 révèle également une tendance différente dans la part du PIB allouée aux dépenses publiques d'éducation, car le PIB a aussi été affecté par la crise économique. Entre ces deux années, les dépenses publiques d'éducation (de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire) sont restées stables ou ont augmenté en pourcentage du PIB dans deux tiers des pays (21 pays sur 29). En moyenne, dans les pays de l'OCDE dont les données de toutes les années de référence sont disponibles, elles ont augmenté de 0.1 point de pourcentage. Les plus fortes diminutions (de 0.9 point de pourcentage) ont été observées en Hongrie et en Norvège (voir le tableau B4.2 et l'encadré B2.1 dans l'indicateur B2).

Premières conséquences de la crise économique : dans la moitié des pays, les dépenses publiques d'éducation ont varié à un rythme moins soutenu que les dépenses publiques totales

Les fluctuations observées entre 2008 et 2012 peuvent vraisemblablement être imputées aux effets de la crise économique mondiale qui a éclaté en 2008. La crise a accru la pression sur les finances publiques et a contraint les gouvernements à choisir leurs priorités, entre l'éducation et d'autres domaines majeurs de l'action publique, tels que la santé et la sécurité sociale (voir le tableau B4.2 et le graphique B4.3).

Entre 2008 et 2012, aucune tendance générale n'apparaît nettement concernant l'évolution des dépenses publiques d'éducation (de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire) en pourcentage des dépenses publiques totales, contrairement à ce qui s'était produit entre 2000 et 2005.

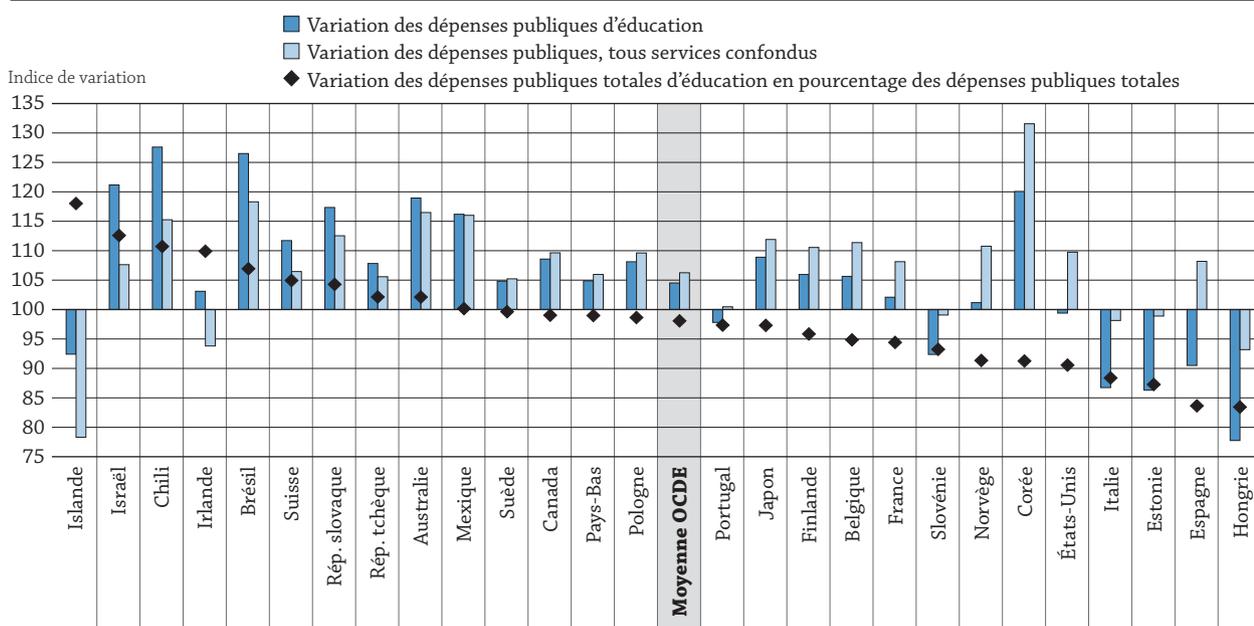
Toutefois, entre 2008 et 2012, les dépenses publiques d'éducation et les dépenses publiques totales, tous services confondus, ont augmenté dans deux tiers de pays (soit 18 des 27 pays dont les données sont disponibles). Dans 10 de ces 18 pays, les dépenses publiques totales ont augmenté à un rythme plus soutenu que les dépenses publiques d'éducation (voir le tableau B4.2 et le graphique B4.3). C'est en Corée, en France et en Norvège que les différences sont les plus importantes à cet égard. Dans les huit autres pays, les dépenses publiques d'éducation ont augmenté à un rythme plus soutenu que les dépenses publiques totales. Dans ces 18 pays, les dépenses publiques totales, tous services confondus, ont augmenté dans une mesure comprise entre 5 % en Suède et 15 %, voire davantage, en Australie, au Brésil, au Chili et au Mexique. Elles ont augmenté de plus de 30 % en Corée.

Parmi les pays restants (9 des 27 pays dont les données sont disponibles), les dépenses publiques d'éducation et les dépenses publiques totales, tous services confondus, ont diminué dans cinq pays (l'Estonie, la Hongrie, l'Islande, l'Italie et la Slovénie). En Islande, les dépenses publiques totales ont chuté de 22 %, et les dépenses publiques d'éducation ont également diminué, mais dans une moindre mesure (environ 8 %). En Estonie, en Hongrie, en Italie et en Slovénie, les dépenses publiques d'éducation ont régressé davantage que les dépenses publiques totales (voir le tableau B4.2 et le graphique B4.3).

Dans les quatre derniers pays (l'Espagne, les États-Unis, l'Irlande et le Portugal), les dépenses publiques totales, tous services confondus, et les dépenses publiques d'éducation n'ont pas évolué dans le même sens entre 2008 et 2012. Les dépenses publiques d'éducation et la part des dépenses publiques d'éducation dans les dépenses publiques totales ont diminué en Espagne, aux États-Unis et au Portugal, tandis que l'inverse s'est produit en Irlande.

Graphique B4.3. Indice de variation entre 2008 et 2012 des dépenses publiques totales d'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales

Du primaire au tertiaire (2008 = 100, prix constants de 2012)



Les pays sont classés par ordre décroissant de la variation des dépenses publiques totales d'éducation, du primaire au tertiaire, en pourcentage des dépenses publiques totales.

Source : OCDE. Tableau B4.2. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933284040>

Sources du financement public de l'éducation

Toutes les sources publiques de financement de l'éducation, abstraction faite des sources internationales, sont réparties entre trois niveaux de l'exécutif, à savoir les niveaux central, régional et local. Le financement de l'éducation est centralisé dans certains pays, mais peut être décentralisé dans d'autres pays, après les transferts entre les niveaux de l'exécutif.

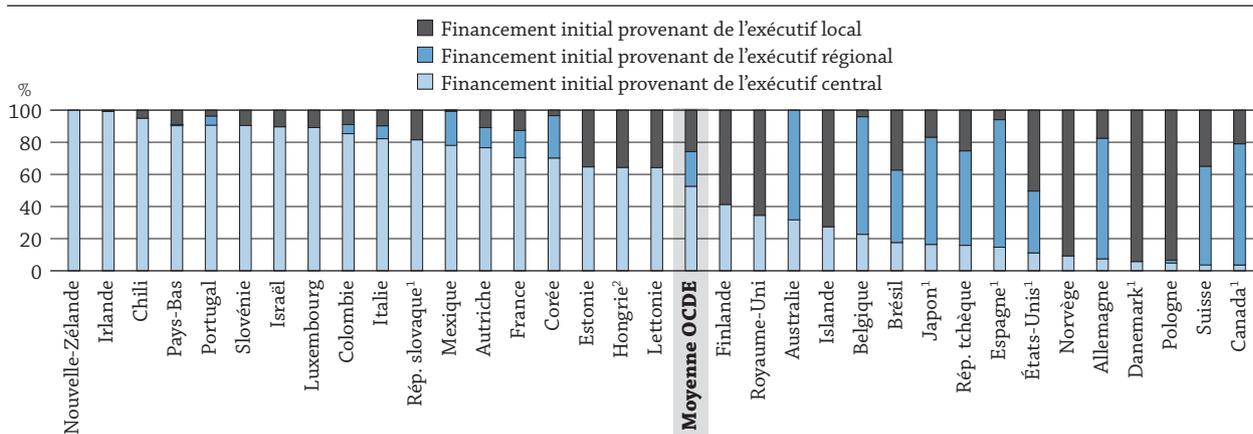
Ces dernières années, de nombreux établissements d'enseignement sont devenus des organisations plus autonomes et plus décentralisées (voir l'indicateur D6 dans l'édition 2012 de *Regards sur l'éducation* [OCDE, 2012]), mais également plus responsables de leurs résultats à l'égard de leurs élèves/étudiants, de leurs parents et du grand public en général. Les résultats du Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) suggèrent l'existence d'une corrélation entre d'une part, l'adoption d'une combinaison intelligente d'autonomie et de responsabilisation, et d'autre part, l'amélioration des résultats des élèves (OCDE, 2013).

Le financement public est plus centralisé dans l'enseignement tertiaire qu'aux niveaux inférieurs d'enseignement (voir les tableaux B4.3 et B4.6 de l'édition 2014 de *Regards sur l'éducation* [OCDE, 2014]). En 2012, en moyenne, dans les pays de l'OCDE, 52.6 % du financement public de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire provenaient de l'exécutif central, avant transferts (voir le tableau B4.3).

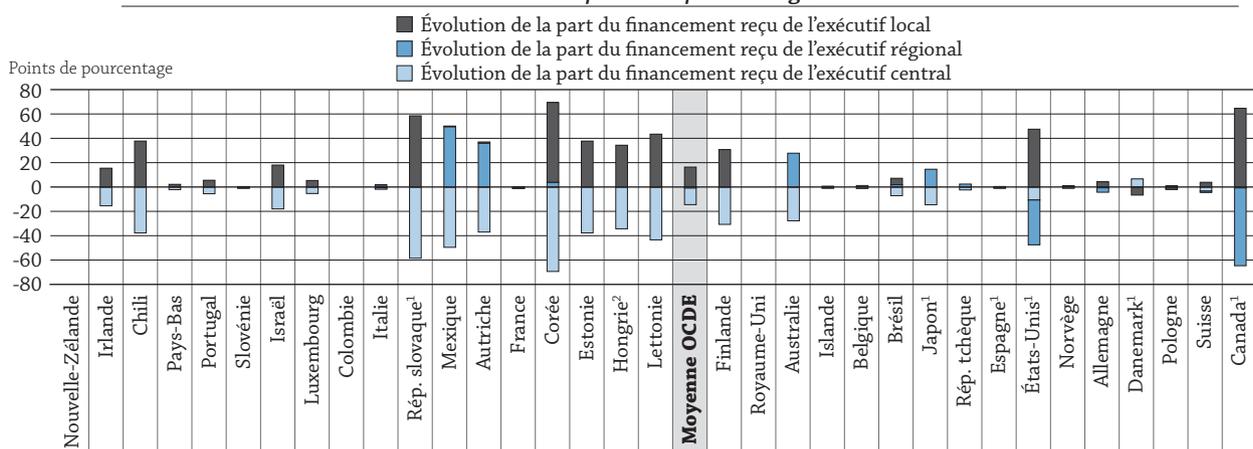
Dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, la part du financement public initial provenant de l'exécutif central varie fortement selon les pays. Cette part est inférieure à 10 % dans six pays, à savoir en Allemagne (7.4 %), au Canada (3.6 %), au Danemark (5.8 %), en Norvège (9.3 %), en Pologne (4.8 %) et en Suisse (3.6 %). Au Canada, ce sont les exécutifs provinciaux et territoriaux qui financent l'enseignement primaire et secondaire, à l'exception d'une petite part de financement provenant du gouvernement fédéral pour certains établissements d'enseignement des Premières Nations/autochtones. À l'autre extrême, les fonds publics proviennent presque exclusivement de l'exécutif central en Irlande, en Nouvelle-Zélande et en Turquie ; et plus de 90 % du financement public initial proviennent de l'exécutif central au Chili (94.9 %), aux Pays-Bas (91.0 %), au Portugal (90.6 %) et en Slovénie (90.4 %).

Toutefois, ce tableau change si les transferts entre niveaux de l'exécutif sont pris en considération. Après transferts, la contribution de l'exécutif central au financement public est inférieure à 5 % en Australie (3.9 %), au Canada (2.9 %), en Corée (0.8 %), aux États-Unis (0.5 %), au Japon (1.8 %), en Pologne (3.8 %) et en Suisse (0.2 %). La Nouvelle-Zélande est le seul pays où le système de financement est totalement centralisé, même compte tenu des transferts (voir le graphique B4.4 et le tableau B4.3). Dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, 40.6 % des fonds publics proviennent des exécutifs locaux après transferts, contre 26.7 % avant transferts, selon la moyenne calculée à l'échelle des pays de l'OCDE.

Graphique B4.4. Répartition de la provenance initiale du financement public de l'éducation selon les niveaux de l'exécutif pour l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (2012)



Évolution de la part du financement de l'éducation reçu des différents niveaux de l'exécutif entre les destinataires initiaux et finaux des ressources d'éducation (2012)
En points de pourcentage



1. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

2. Les financements provenant de l'exécutif local incluent les financements provenant de l'exécutif régional.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la part du financement initial provenant de l'exécutif central.

Source : OCDE. Tableau B4.3. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933284057>

L'ampleur des transferts de fonds publics de l'exécutif central vers les exécutifs régionaux et locaux varie fortement entre les pays. Les différences après transferts de l'exécutif central vers les exécutifs régionaux et locaux représentent plus de 30 points de pourcentage en Autriche, au Chili, en Estonie, en Finlande et en Hongrie, et plus de 40 points de pourcentage en Corée, en Lettonie, au Mexique et en République slovaque. En Autriche, au Canada et aux États-Unis, les différences après transferts des exécutifs régionaux aux exécutifs locaux représentent plus de 30 points de pourcentage (voir le graphique B4.4).

Définitions

Les **dépenses publiques d'éducation** incluent les dépenses au titre des établissements d'enseignement et les aides au titre des frais de subsistance des élèves/étudiants et autres dépenses privées en dehors des établissements d'enseignement. Elles incluent aussi les dépenses de toutes les entités publiques, dont les ministères autres que le ministère de l'Éducation, les exécutifs locaux et régionaux, et les autres instances publiques. Le mode d'affectation des budgets publics de l'éducation varie selon les pays de l'OCDE. Les ressources publiques peuvent être allouées aux établissements d'enseignement soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire des ménages ou au travers de programmes gouvernementaux. Elles peuvent aussi être limitées à l'acquisition de services d'éducation ou être destinées au financement des frais de subsistance.

Les sources publiques de financement de l'éducation, exception faite des sources internationales, se répartissent en trois catégories : l'exécutif central (national), les exécutifs régionaux (États, provinces, *Länder*, etc.) et les exécutifs locaux (municipalités, districts, communes, etc.). Les adjectifs « régional » et « local » désignent les exécutifs dont les compétences sont limitées à un territoire administratif dans un pays. Ils ne s'appliquent pas à des instances gouvernementales dont les compétences ne sont pas limitées de manière géographique, mais sont définis en termes de services, de fonctions ou de catégories d'élèves/étudiants.

Les **dépenses publiques totales** correspondent à la somme des dépenses non remboursables (dépenses de fonctionnement et dépenses en capital) à tous les niveaux de l'exécutif (central, régional et local). Elles incluent les dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement ainsi que les aides publiques aux ménages (par exemple, les bourses, les prêts d'études et les aides au titre des frais de subsistance et des frais de scolarité des élèves/étudiants) et à d'autres entités privées au titre de l'éducation (par exemple, les subventions aux entreprises privées ou aux organisations syndicales au titre de la formation sous contrat d'apprentissage).

Méthodologie

Les données se rapportent à l'année budgétaire 2012 et proviennent de l'exercice UOE de collecte de données statistiques sur l'éducation réalisé par l'OCDE en 2014 (pour plus de précisions, voir l'annexe 3, www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

Les données chiffrées sur les dépenses publiques totales et sur le PIB proviennent de la Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux (voir l'annexe 2) et sont établies en fonction du Système de comptabilité nationale de 1993.

Les dépenses d'éducation des pays sont rapportées en pourcentage de leurs dépenses publiques totales et en pourcentage de leur PIB.

Les dépenses au titre du service de la dette (remboursements afférents à la dette publique) sont incluses dans les dépenses publiques totales, mais sont exclues des dépenses publiques d'éducation, car certains pays sont dans l'impossibilité de faire la distinction entre les intérêts dus pour l'éducation et les intérêts dus pour les autres services. Par voie de conséquence, les dépenses publiques d'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales peuvent être sous-estimées dans les pays où le service de la dette représente une partie importante des dépenses publiques totales tous domaines confondus.

Note concernant les données d'Israël

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Références

- OCDE (2014), *Regards sur l'éducation 2014 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2014-fr>.
- OCDE (2013), *Résultats du PISA 2012 : Les clés de la réussite des établissements d'enseignement* (Volume IV) : *Ressources, politiques et pratiques*, PISA, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264205369-fr>.
- OCDE (2012), *Regards sur l'éducation 2012 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2012-fr>.

Tableaux de l'indicateur B4

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933285519>

Tableau B4.1 Dépenses publiques totales d'éducation (2012)

Tableau B4.2 Évolution des dépenses publiques totales d'éducation, du primaire au tertiaire (2000, 2005, 2008, 2010, 2011 et 2012)

Tableau B4.3 Provenance du financement public de l'éducation pour l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (2012)

Date butoir pour les données : 23 octobre 2015. Les mises à jour peuvent être consultées en ligne sur : <http://dx.doi.org/10.1787/eag-data-en>.

B4

Tableau B4.1. Dépenses publiques totales d'éducation (2012)
Dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement et aides publiques aux ménages¹ et à d'autres entités privées, en pourcentage des dépenses publiques totales et en pourcentage du PIB, selon le niveau d'enseignement

	Dépenses publiques ¹ d'éducation, en pourcentage des dépenses publiques totales			Dépenses publiques ¹ d'éducation, en pourcentage du PIB		
	Ensemble du primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire	Ensemble du tertiaire	Du primaire au tertiaire (programmes non classifiés compris)	Ensemble du primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire	Ensemble du tertiaire	Du primaire au tertiaire (programmes non classifiés compris)
	(6)	(9)	(10)	(16)	(19)	(20)
OCDE						
Australie	10.1	3.4	13.5	3.4	1.1	4.6
Autriche	6.1	3.5	9.6	3.1	1.8	5.0
Belgique	8.1	2.7	11.0	4.3	1.4	5.9
Canada ^{2, 3}	7.8	4.1	12.0	3.2	1.7	5.0
Chili ⁴	11.6	4.8	16.4	2.8	1.2	4.0
République tchèque	6.1	2.4	8.9	2.6	1.0	3.7
Danemark	8.6	m	m	5.0	m	m
Estonie	8.4	2.7	11.2	3.3	1.0	4.4
Finlande	7.4	3.8	11.2	4.1	2.1	6.1
France	6.6	2.2	8.8	3.6	1.2	4.8
Allemagne	6.7	3.0	9.8	2.9	1.3	4.3
Grèce	m	m	m	m	m	m
Hongrie	5.3	1.7	7.5	2.6	0.8	3.6
Islande	10.0	3.2	14.0	4.5	1.4	6.4
Irlande	11.1	3.1	14.2	4.5	1.3	5.7
Israël	9.8	2.3	12.8	4.0	0.9	5.2
Italie	5.8	1.6	7.4	2.8	0.8	3.6
Japon ³	6.5	1.8 ^d	8.8	2.7	0.8 ^d	3.7
Corée	9.6	2.6	14.5	3.2	0.9	4.8
Luxembourg	7.5	1.0	8.5	3.2	0.4	3.7
Mexique	13.5	4.0	18.4	3.4	1.0	4.7
Pays-Bas	7.5	3.3	10.8	3.5	1.6	5.1
Nouvelle-Zélande	13.2	5.2	18.4	4.4	1.7	6.1
Norvège ³	9.0 ^d	4.6	14.1	4.9 ^d	2.5	7.7
Pologne	7.6	2.7	10.3	3.2	1.1	4.3
Portugal ³	7.8	1.8 ^d	9.8	3.6	0.8 ^d	4.5
République slovaque ³	6.3 ^d	2.4	9.0	2.5 ^d	0.9	3.5
Slovénie	7.4	2.5	9.9	3.5	1.2	4.7
Espagne	5.9	2.1	8.0	2.8	1.0	3.7
Suède	7.9	3.9	11.7	3.9	1.9	5.9
Suisse	10.8	4.2	15.3	3.5	1.3	4.9
Turquie	m	m	m	2.6	1.4	3.9
Royaume-Uni	8.8	3.0	11.9	4.0	1.4	5.4
États-Unis ³	8.1	3.5 ^d	11.6	3.3	1.5 ^d	4.8
Moyenne OCDE	8.3	3.0	11.6	3.5	1.3	4.8
Moyenne UE21	7.3	2.6	10.0	3.4	1.2	4.6
Partenaires						
Argentine	m	m	m	m	m	m
Brésil	14.1	3.1	17.2	4.7	1.0	5.7
Chine	m	m	m	m	m	m
Colombie ⁴	m	m	m	3.6	0.9	4.9
Inde	m	m	m	m	m	m
Indonésie ⁴	m	m	m	2.3	0.6	3.3
Lettonie	m	m	m	2.9	1.0	3.8
Fédération de Russie	m	m	m	2.2	0.9	3.4
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud	m	m	m	4.8	0.8	6.1
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m

Remarque : les données de chaque niveau d'enseignement (soit les colonnes 1 à 5, 7, 8, 11 à 15, 17 et 18) peuvent être consultées en ligne (voir le StatLink ci-dessous).

1. Dans ce tableau, les dépenses publiques comprennent les aides publiques accordées aux ménages pour leurs frais de subsistance (allocations et bourses aux élèves/étudiants et aux ménages, et prêts d'études), qui ne sont pas affectées aux établissements d'enseignement. C'est la raison pour laquelle les chiffres sur les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement présentés ici sont plus élevés que ceux du tableau B2.3 dans l'indicateur B2.

2. Année de référence : 2011 (et non 2012).

3. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

4. Année de référence : 2013 (et non 2012).

Sources : OCDE. Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Chine, Colombie, Inde et Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO. Lettonie : Eurostat. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933285522>

Tableau B4.2. Évolution des dépenses publiques totales d'éducation, du primaire au tertiaire (2000, 2005, 2008, 2010, 2011 et 2012)

 Dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement et subventions publiques aux ménages¹ et à d'autres entités privées, en pourcentage des dépenses publiques totales et en pourcentage du PIB, du primaire au tertiaire, par année

	Dépenses publiques ¹ d'éducation, en pourcentage des dépenses publiques totales												Indice de variation entre 2008 et 2012 : (2008 = 100, prix constants de 2012)		
	Dépenses publiques d'éducation en pourcentage du PIB						Dépenses publiques d'éducation en pourcentage du PIB						Dépenses publiques d'éducation	Dépenses publiques, tous services confondus	Dépenses publiques totales d'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales
	2000	2005	2008	2010	2011	2012	2000	2005	2008	2010	2011	2012			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	
OCDE															
Australie	14.0	14.4	13.2	14.9	14.2	13.5	4.5	4.5	4.3	5.0	4.8	4.6	119	116	102
Autriche	m	m	m	m	m	9.6	m	m	m	m	m	5.0	m	110	m
Belgique	m	10.4	11.3	11.0	10.8	11.0	m	5.3	5.5	5.6	5.6	5.9	106	111	95
Canada ^{2, 3}	11.8	11.7	11.7	11.7	11.9	12.0	4.8	4.8	4.8	5.4	5.3	5.0	109	110	99
Chili ⁴	13.8	14.5	15.0	15.4	16.9	16.4	3.5	2.7	3.7	3.5	3.9	4.0	128	115	111
République tchèque	8.0	8.3	8.3	8.3	8.9	8.9	3.2	3.4	3.3	3.5	3.7	3.7	108	106	102
Danemark	13.7	14.0	13.3	13.2	12.5	m	7.2	7.2	6.7	7.5	7.1	m	m	112	m
Estonie	13.5	13.4	12.8	12.8	12.5	11.2	4.9	4.5	5.0	5.1	4.7	4.4	86	99	87
Finlande	11.8	11.8	11.7	11.6	11.5	11.2	5.5	5.7	5.5	6.2	6.1	6.1	106	111	96
France	10.3	9.3	9.3	9.2	9.0	8.8	5.2	4.9	4.8	5.0	4.9	4.8	102	108	94
Allemagne	m	m	m	9.6	9.9	9.8	m	m	m	4.5	4.4	4.3	m	m	m
Grèce	7.0	9.2	m	m	m	m	3.1	4.0	m	m	m	m	m	84	m
Hongrie	8.7	9.0	8.4	7.9	7.6	7.5	4.1	4.4	4.1	3.9	3.8	3.6	78	93	83
Islande	14.0	15.8	11.1	12.5	13.2	14.0	5.7	6.5	6.1	6.1	6.0	6.4	92	78	118
Irlande	13.4	13.9	13.3	9.6	12.9	14.2	4.1	4.5	5.5	6.0	5.8	5.7	103	94	110
Israël	10.7	9.8	10.8	11.1	12.1	12.8	5.2	4.6	4.7	4.7	4.8	5.2	121	108	113
Italie	8.6	8.2	8.4	8.0	7.7	7.4	3.8	3.8	3.9	3.9	3.7	3.6	87	98	88
Japon ³	8.6	8.7	8.6	8.5	8.4	8.8	3.3	3.2	3.3	3.5	3.5	3.7	109	112	97
Corée	15.4	14.4	13.5	14.0	14.0	14.5	3.3	3.6	3.8	3.9	3.9	4.8	120	132	91
Luxembourg	m	m	m	m	m	8.5	m	m	m	m	m	3.7	m	m	m
Mexique	20.6	20.4	17.5	17.7	17.3	18.4	3.8	4.3	4.1	4.5	4.4	4.7	116	116	100
Pays-Bas	10.4	11.4	10.9	10.7	10.9	10.8	4.3	4.8	4.8	5.2	5.1	5.1	105	106	99
Nouvelle-Zélande	m	m	m	m	m	18.4	m	m	m	m	m	6.1	m	m	m
Norvège	13.8	15.4	14.8	14.0	13.6	14.1	7.8	8.6	8.1	8.1	7.6	7.7	101	111	91
Pologne	11.2	11.3	10.4	10.2	10.1	10.3	4.4	4.9	4.5	4.6	4.3	4.3	108	110	99
Portugal	11.4	10.0	9.9	10.0	9.7	9.8	4.7	4.5	4.2	4.9	4.7	4.5	98	100	97
République slovaque ³	6.4	8.8	8.8	9.2	9.2	9.0	3.3	3.3	3.0	3.6	3.5	3.5	117	113	104
Slovénie	m	11.6	10.6	10.1	9.9	9.9	m	5.2	4.6	5.0	4.9	4.7	92	99	93
Espagne	10.0	9.6	9.6	9.2	9.0	8.0	3.8	3.6	3.9	4.1	4.0	3.7	90	108	84
Suède	12.2	11.8	11.8	12.0	11.9	11.7	6.4	6.0	5.8	5.9	5.8	5.9	105	105	100
Suisse	13.6	14.1	14.1	15.0	14.9	15.3	4.5	4.9	4.4	4.7	4.7	4.9	112	106	105
Turquie	m	m	8.1	8.6	9.0	m	2.5	2.8	2.9	3.5	3.3	3.9	m	m	m
Royaume-Uni	m	m	m	m	m	11.9	m	m	m	m	m	5.4	m	m	m
États-Unis	12.8	13.3	12.8	12.1	13.0	11.6	4.2	4.6	4.9	5.0	4.8	4.8	99	110	91
Moyenne OCDE	11.8	12.0	11.4	11.3	11.5	11.6	4.5	4.7	4.6	4.9	4.8	4.8	105	106	98
Moyenne UE21	10.4	10.7	10.6	10.2	10.2	10.0	4.5	4.7	4.7	5.0	4.8	4.6	99	104	95
Moyenne OCDE (pour les pays dont les données sont disponibles pour toutes les années de référence)	11.8	12.0	11.4	11.3	11.5	11.5	4.6	4.7	4.6	4.9	4.8	4.8	~	~	~
Partenaires															
Argentine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Brésil	9.5	13.3	16.1	16.8	17.6	17.2	3.2	4.2	5.0	5.4	5.5	5.7	126	118	107
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Colombie ⁴	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	4.9	m	m	m
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie ⁴	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	3.3	m	m	m
Lettonie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	3.8	m	m	m
Fédération de Russie	7.7	7.8	m	m	m	m	2.1	2.7	3.0	3.0	2.8	3.4	m	m	m
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	6.1	m	m	m
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

1. Dans ce tableau, les dépenses publiques comprennent les aides publiques accordées aux ménages pour leurs frais de subsistance (allocations et bourses aux élèves/étudiants et aux ménages, et prêts d'études), qui ne sont pas affectées aux établissements d'enseignement. C'est la raison pour laquelle les chiffres sur les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement présentés ici sont plus élevés que ceux du tableau B2.3 dans l'indicateur B2.

2. Année de référence : 2011 (et non 2012).

3. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

4. Année de référence : 2013 (et non 2012). Les données se rapportent à 2009-2012 et non à 2008-2011.

Sources : OCDE, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Chine, Colombie, Inde et Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO. Lettonie : Eurostat. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933285538>

B4

Tableau B4.3 Provenance du financement public de l'éducation pour l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (2012)

Avant et après transferts

	Financement initial (avant les transferts entre les différents niveaux de l'exécutif)				Financement final (après les transferts entre les différents niveaux de l'exécutif)			
	Central	Régional	Local	Total	Central	Régional	Local	Total
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
OCDE								
Australie	31.7	68.3	m	100.0	3.9	96.1	m	100.0
Autriche	76.6	12.6	10.8	100.0	39.6	48.6	11.8	100.0
Belgique	22.7	73.2	4.1	100.0	23.9	72.0	4.1	100.0
Canada ^{1, 2}	3.6	75.4	21.0	100.0	2.9	11.5	85.6	100.0
Chili ³	94.9	a	5.1	100.0	57.2	a	42.8	100.0
République tchèque	15.9	58.8	25.3	100.0	13.4	61.2	25.3	100.0
Danemark	5.8	0.0	94.2	100.0	12.4	0.0	87.6	100.0
Estonie	64.7	a	35.3	100.0	26.9	a	73.1	100.0
Finlande	41.3	a	58.7	100.0	10.6	a	89.4	100.0
France	70.4	16.9	12.7	100.0	70.2	16.9	12.9	100.0
Allemagne	7.4	75.1	17.5	100.0	6.8	71.4	21.8	100.0
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m
Hongrie	64.4	x(3)	35.6 ^d	100.0	30.0	x(7)	70.0 ^d	100.0
Islande	27.4	a	72.6	100.0	26.7	a	73.3	100.0
Irlande	99.1	a	0.9	100.0	83.7	a	16.3	100.0
Israël	89.6	a	10.4	100.0	71.6	a	28.4	100.0
Italie	82.2	8.1	9.7	100.0	81.7	6.7	11.6	100.0
Japon ²	16.4	66.8	16.8	100.0	1.8	81.4	16.8	100.0
Corée	70.2	26.4	3.4	100.0	0.8	30.3	68.9	100.0
Luxembourg	89.1	a	10.9	100.0	83.8	a	16.2	100.0
Mexique	78.1	21.9	0.0	100.0	28.5	71.5	0.0	100.0
Pays-Bas	91.0	0.0	8.9	100.0	88.9	0.0	11.1	100.0
Nouvelle-Zélande	100.0	0.0	0.0	100.0	100.0	0.0	0.0	100.0
Norvège ²	9.3	0.0	90.7	100.0	8.2	0.0	91.8	100.0
Pologne	4.8	1.9	93.3	100.0	3.8	1.9	94.3	100.0
Portugal ²	90.6	5.8	3.6	100.0	85.1	5.8	9.2	100.0
République slovaque ²	81.5	a	18.5	100.0	23.0	a	77.0	100.0
Slovénie	90.4	a	9.6	100.0	90.0	a	10.0	100.0
Espagne	14.7	79.4	5.9	100.0	14.3	79.8	5.9	100.0
Suède	m	m	m	m	m	m	m	m
Suisse	3.6	61.5	34.9	100.0	0.2	61.0	38.8	100.0
Turquie	100.0	a	m	100.0	94.3	5.7	m	100.0
Royaume-Uni	34.5	a	65.5	100.0	34.5	a	65.5	100.0
États-Unis ²	11.2	38.5	50.4	100.0	0.5	1.7	97.9	100.0
Moyenne OCDE	52.6	21.6	26.7	100.0	38.1	24.1	40.6	100.0
Moyenne UE21	55.1	19.5	27.4	100.0	43.3	24.3	37.5	100.0
Partenaires								
Argentine	m	m	m	m	m	m	m	m
Bésil	17.6	45.1	37.3	100.0	10.4	47.0	42.6	100.0
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m
Colombie ³	85.3	5.7	9.0	100.0	85.3	5.7	9.0	100.0
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie	m	m	m	m	m	m	m	m
Lettonie	64.2	a	35.8	100.0	20.8	a	79.2	100.0
Fédération de Russie	m	m	m	m	7.0	71.7	21.3	100.0
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m

1. Année de référence : 2011.

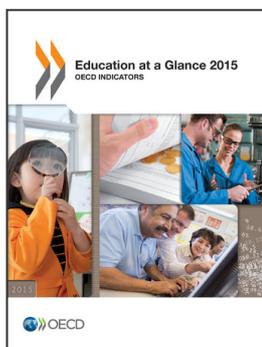
2. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

1. Année de référence : 2013.

 Sources : OCDE. Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Chine, Colombie, Inde et Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO. Lettonie : Eurostat. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933285547>



Extrait de :
Education at a Glance 2015
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/eag-2015-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2015), « Indicateur B4 Quel est le montant total des dépenses publiques d'éducation? », dans *Education at a Glance 2015 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/eag-2015-20-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.